

UNDT/2018/037, Andreeva et al.

Décisions du TANU ou du TCNU

Prendre une détermination de ce qui constitue un organisme technique n'est pas fonction des tribunaux de litige ou d'appel. L'importation globale de la règle 11.2 (a) lue avec la loi UNDT établit l'obligation de demander l'évaluation de la direction avant d'invoquer la compétence du tribunal des litiges en règle générale. Cet élément contrôlant pour l'état du «corps technique» au sens du personnel règle 11.2 (b), est la désignation par le secrétaire général. En l'absence de la désignation par le Secrétaire général, la CISC ne doit pas être considérée comme un organisme technique dans le but d'exempter la décision attaquée de l'exigence d'évaluation de la gestion. Le maintien de l'état d'incertitude concernant les «organismes techniques» entrave le droit des membres du personnel d'accès au tribunal qui leur est accordé en vertu de la loi de l'UND, n'est pas conforme aux normes des Nations Unies de l'état de droit et ne constitue certainement pas des propices à l'économie des procédures. Bien que le personnel règle 11.2 et l'art. 8 de la loi UNDT exige que la «demande» d'évaluation de la gestion et ne l'obtiennent pas réellement, le Tribunal d'appel a souligné l'obligation d'attendre l'évaluation de la direction, quel processus offre à l'administration la possibilité de corriger les erreurs dans une décision administrative et de résoudre les différends sans la nécessité de impliquer un contrôle judiciaire. La demande a été déposée sans attendre le résultat de la demande de gestion et a été rejetée comme non à la créance.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Les demandeurs demandaient la résiliation de la décision de mettre en œuvre un changement de post-ajustement dans la station de service de Genève qui a entraîné une réduction de salaire. Les demandeurs ont également demandé une indemnisation pour toute perte accumulée.

Principe(s) Juridique(s)

L'exercice du pouvoir discrétionnaire en matière de dépendance à l'égard des organismes techniques pourrait être soumis à un examen judiciaire uniquement indirectement, par l'impact que de tels conseils avaient sur des décisions individuelles.

Résultat

Rejeté sur la recevabilité

Texte Supplémentaire du Résultat

La demande, qui avait été déposée sans attendre le résultat de l'évaluation de la gestion (ou de l'expiration du délai pour l'informatique), ne restait pas également à recevoir après la publication de l'évaluation de la direction. Une telle situation, pour un demandeur qui souhaitait poursuivre sa demande devant le Tribunal des différends, a appelé à un nouveau dossier conformément aux délais applicables.

Applicants/Appellants

Andreeva et al.

Entité

PDNU

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2017/109

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

8 Mar 2018

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Contrôle hiérarchique

Droit Applicable

Statut du personnel

- Disposition 11.2

TCNU Statut

- Article 8